

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-transition-apres-le-neo-liberalisme-pour-l-Amerique-Latine>

# **La transition après le néo-libéralisme pour l'Amérique Latine**

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : mardi 26 juillet 2005

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---



Sur l'Amérique latine, des vents contradictoires soufflent. On maintient l'oeuvre du néo-libéralisme dans un contexte chaque fois plus hostile à ses postulats. Pendant 30 ans, depuis les années 70 du XXème siècle, les pays de la région, à l'exception de Cuba, ont embrassé l'idéal d'une seconde modernisation sortie d'un discours messianique enraciné dans les principes de l'économie de marché et dans la critique à la démocratie sociale. Ses idéologues ont présenté le projet comme une partie de la refondation du capitalisme au milieu d'une crise économique profonde.

La stagflation, phénomène qui mêle l'inflation et la récession, a paru être le début de la fin de l'État de bien-être, et sur ses ruines on a articulé un projet politique destiné à changer les événements. Une transformation radicale dans les formes d'accumulation du capital et dans les relations sociales de production. Remplacer la vieille classe dominante et la bourgeoisie nationaliste. On voulait une nouvelle élite dirigeante et patronale sans attachement aux valeurs idiosyncratiques et culturelles nationales, dédaignant les politiques publiques, ouvertement anti-étatique et d'idéologie anticommuniste. Ils seraient destinés à donner coup de balais au schéma keynésien du capitalisme à visage humain et à se lancer dans l'aventure du néo-libéralisme sauvage.

C'était le moment de passer à l'offensive et d'imposer par la force ou par le consentement, si l'occasion le permettait, une dynamique où la rationalité et l'efficacité de l'exploitation de l'homme par l'homme serait affirmée à travers les lois du marché et la compétitivité sans limite. Les nouvelles élites patronales et politiques déplacent leur regard vers la transformation de l'ordre économique mondial dans le contexte d'un capitalisme transnational qui cherche impérieusement à reconstruire son hégémonie politique endommagée par les luttes anti-impérialistes et de libération nationale en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Moyen Orient.

Le monde de la guerre froide s'est transformé. Les Etats-Unis perdent la guerre dans le sud-est asiatique. Le syndrome du Vietnam et le Watergate ajouté à une forte dépression mondiale et à la hausse du prix du pétrole font craindre l'effondrement de l'ordre mondial. Beaucoup ont parlé de la débâcle du capitalisme. La peur a fait que les choses changent.

Pour la première fois, depuis les années 50, les Etats-Unis se sont vus dans l'obligation de partager le pouvoir. Le Japon et l'Europe occidentale gagnent en présence. La distribution du pouvoir dans le bloc capitaliste s'affirme sur un autre consensus. C'est la naissance d'une organisation proposée par la volonté de David Rockefeller, la Commission Trilatérale, créée en octobre 1973. Sa composition ne laisse aucun doute sur son objectif : Chefs d'entreprise et banquiers, dirigeants des administrations politiques, idéologues et théoriciens de la nouvelle droite et dirigeants syndicaux de forte coloration anticommuniste.

Pour citer certains de leurs membres, rappelons IBM, Hewlett-Packard, Xerox, Coca-cola, EXXON, AFL-CIO, CBS, The New York Times, les personnes du Département d'État, de l'administration publique et des services d'intelligence de l'Europe occidentale, d'Etats-Unis et du Japon. Son premier rapport, avec une introduction de Zbigniew Brezezinski, est rédigé en 1975 par Samuel Huntington du côté étasunien, Michel Crozier pour l'espace européen et Joji Watanuki pour le paragraphe japonais. En émanent des concepts comme démocraties protégées, restreintes, gouvernabilité et ingouvernabilité.

**Son titre générique est :** La crise des démocraties. Un rapport sur le gouvernement et la démocratie. Approuvé par son assemblée générale, il en est devenu son texte programme.

**Le plus remarquable :** la critique à l'influence des intellectuels, les moyens de communication et la mobilisation des secteurs marginaux dans la dynamique du gouvernement. Pour la Trilatérale, le meilleur ordre gouvernable, dira le rapport, requiert généralement des mesures d'apathie et non des compromis de la citoyenneté ou des groupes d'individus. Démobiliser et désarticuler la société civile. Corriger les excès de la démocratie sociale et politique, en imposant une démocratie de marché sont le centre de la stratégie de la commission. Il fallait mettre la main à la pâte et effectuer une seconde modernisation du capitalisme.

En Amérique latine, ils élaborent un rapport spécifique : l'Amérique latine dos au mur, les défis de la Trilatérale. Ses auteurs, l'ex ambassadeur des Etats-Unis au Chili George Landau, président de la Société des Amériques ; Julio Feo, président de Holmes and Marchant-España et secrétaire général de la présidence du gouvernement social-démocrate Felipe González, et finalement Akio Hosono, président de l'association du Japon pour les études latino-américaines. L'introduction est laissée à l'ex secrétaire de la Cepal et en ce moment président de la Banque Interaméricaine de Développement qui signe l'acte de décès des politiques publiques et d'action sociale de l'État proposées quelques années avant par lui-même.

Dans la partie portant sur les recommandations, il indique : "puisque les économies des pays de la Trilatérale possède fondamentalement un caractère libéral, nos gouvernements n'assigneront pas les ressources en quantité et nature dont les nations de la région ont besoin. Seul le secteur privé dispose du capital, de la technologie et l'habileté qui sont réellement nécessaires et, de fait, la Communauté patronale destinera ces ressources aux seuls pays qui ont créé les conditions dans lesquelles, elles peuvent rentablement être employés". Tout est pensé.

Réforme de l'État, ouverture économique financière et commerciale, prééminence du capital privé dans l'allocation de ressources, flexibilité du marché de travail et libéralisation du marché de l'argent. En définitive, le projet néolibéral.

Durant les années 90, en Amérique latine, la modernisation paraissait avoir abouti. Tous les pays, sauf Cuba, avaient suivi au pied de la lettre les recommandations de la Trilatérale, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, etcetera. Toutefois, la désarticulation de l'État et l'application des propositions néolibérales n'ont résolu aucun problème structurel des sociétés latino-américaines. La capacité de produire richesse, emploi et bien-être par des chefs d'entreprise n'est vue nulle part. Les privatisations et la reconversion industrielle ont affaibli l'État et les services sociaux. Les changements dans la structure sociale et le pouvoir ont apporté un ordre oligarchique et d'exclusion, avec plus de marginalité, une pauvreté et une dépendance économique aux pays riches.

Le néolibéralisme a été un échec, on remet en question aujourd'hui ses principes. Une nouvelle transition qui va du néo-libéralisme à la reconstruction d'un État politique avec une démocratie sociale capable de casser le cercle vicieux néolibéral est nécessaire. Le Venezuela d'abord, le Brésil, l'Uruguay et les luttes en Bolivie, L'Équateur, le Mexique et l'Argentine peuvent indiquer le chemin des réformes et des révolutions.

**Traduction pour *El Correo*** de : Estelle et Carlos Debiasi

[La Jornada](#). Mexique, Samedi 23 juillet 2005.